



Battons nous pour que Doux maintienne tous ses sites en France

L'annonce de la fermeture du site du groupe DOUX au CHATELET n'a rien à voir avec de prétendues difficultés financières, dues à l'augmentation des matières premières agricoles, du coût de l'énergie, du niveau de parité euro dollars.

Bien au contraire, cette décision s'inscrit dans une stratégie de redéploiement du groupe sur le plan mondial.

Le groupe Doux se targue sur son site d'être le leader mondial dans la filière. Celui-ci commercialise ses produits dans plus de 130 pays sur les cinq continents avec un portefeuille de marques de premier plan sur leur marché : Père Dodu (France), Doux (Moyen-Orient), Frangosul (Brésil), LeBon (Brésil), Alsabia (Espagne).

La direction annonce avoir engagé une « démarche volontariste de redéploiement. Traduction : on ferme ici et là et on ouvre ailleurs, bien sûr là où la main d'œuvre est la moins coûteuse. En fait le groupe Doux cherche à installer ses sites de production hors de France. L'Amérique du Sud est un des continents visés.

Une fois le citron pressé, on le jette !

C'est ainsi que sont considérés les salariés du groupe. Soit on les jette parce qu'ils sont cassés par les conditions de travail, soit on les jette parce qu'on a décidé que les profits seraient plus juteux au Brésil ou ailleurs dans le monde. Pourtant, la plupart des 4500 salariés ne gagnent pas plus que le SMIC et lors de la dernière négociation, la direction n'a proposé que 4 € d'augmentation mensuelle.

Pendant que les salariés triment au SMIC, le patron du groupe s'en met plein les poches

Le PDG du groupe est la 133^e fortune nationale et la 2^e de Bretagne.

Il a vu sa fortune personnelle passer de 200 millions d'€ en 2006 à 300 millions en 2007 alors que les prétendues pertes du groupe s'élevaient à 36 millions d'€ soit seulement 36 % de l'augmentation de salaire du patron.

Le PDG ment et n'affiche que du mépris pour les salariés, les collectivités locales où sont implantés ses sites et les éleveurs de volaille qui vont subir les contre coups, voire disparaître. 35 communes seraient impactées si le site du Châtelet ferme.

Ensemble nous pouvons résister !

Pour cela, les salariés doivent s'organiser et s'unir pour agir efficacement. Les collectivités locales ne doivent pas se limiter à l'indignation mais aussi agir, car ensemble, elles constituent des pôles de résistance. La dictature de la finance doit cesser dans ce pays. Les élus du peuple doivent exiger avec force la maîtrise de l'économie par le politique.

Le problème DOUX est avant tout un problème de l'économie.

Il faut obtenir :

- le maintien du site du Châtelet et de tous les autres sites en France avec tous les salariés,
- la revalorisation des salaires.

La CGT est à la disposition des salariés pour les conseiller, les aider à s'organiser afin de faire pression partout où existe une parcelle de pouvoir pour gagner.

Saint-Amand, le 15 juillet 2008

✂-----

Pour mon emploi, mon avenir, celui de mes enfants,

je souhaite prendre contact avec la CGT me syndiquer (cocher la case désirée)

NOM, prénom et adresse :

Signature

Adresser ce bulletin à l'Union départementale CGT du CHER : 8, place Malus 18000 BOURGES, par courrier ou par fax (02 48 21 24 89), ou encore par mail : cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Vous pouvez aussi prendre contact par téléphone : 02 48 21 24 89